

ÉQUIPE SAGE — SANTÉ · GENRE · ÉGALITÉ

19 AOÛT 2026 - COLLOQUE SAGE - CIRFF

UNIVERSITÉ LAVAL (DKN-1242) / COMODAL



La justice épistémique en santé et sécurité du travail (SST) pour (ré)imaginer les savoirs féministes

RESPONSABLES DU COLLOQUE

Valérie Lederer (UQO)

Jessica Riel (UQAM)

Mélanie Lefrançois (UQAM)

Johanne Saint-Charles (UQAM)

Rachel Cox (UQAM)



Ce colloque propose d'explorer la justice épistémique en santé et sécurité du travail (SST) à partir de la perspective féministe et critique développée par l'équipe de recherche interdisciplinaire sur le travail Santé-Genre-Égalité (SAGE). S'inscrivant dans l'axe 3 du CIRFF 2026 qui invite à interroger les mécanismes de production, de diffusion et de légitimation des savoirs féministes, notre proposition examine comment les recherches en SST peuvent contribuer à l'émergence de savoirs pluriels, situés et transformatifs. En effet, la justice épistémique désigne les conditions qui permettent à chacune d'être reconnue comme sujet légitime de savoir et vise à corriger les injustices qui rendent certaines voix marginalisées inaudibles ou disqualifiées.

Dans un contexte où les savoirs dominants en SST reposent encore largement sur les expériences des groupes majoritaires (hommes, corps supposés « neutres », trajectoires professionnelles continues), il est impératif de rendre visibles les savoirs situés des personnes qui vivent la précarité, les violences, la marginalisation ou les inégalités systémiques en milieu de travail. La perspective développée par l'équipe SAGE, fondée sur des approches participatives, interventionnelles et critiques, illustre comment ces savoirs issus du travail réel, des parcours de santé, du care ou des trajectoires migratoires contribuent à renouveler l'analyse des risques et les pratiques de prévention.

Cet espace de partage, d'échanges et de réflexions sur la justice épistémique en SST est l'occasion de :

- Valoriser les savoirs situés issus de l'expérience du travail, de la santé et du care, notamment à travers les recherches participatives et interventionnelles;
- Mobiliser des épistémologies féministes et critiques (intersectionnelles, antiracistes, décoloniales, écosystémiques, neuroinclusives, etc.) pour transformer les milieux de travail;
- Promouvoir des environnements de recherche et de travail sains, inclusifs et équitables pour les chercheuses, étudiantes et groupes historiquement marginalisés;
- (Ré)imaginer la recherche féministe comme espace de réparation, de dialogue social et de redistribution du pouvoir de savoir.

PROGRAMME DU COLLOQUE

**Les personnes présentatrices sont indiquées en gras et les personnes étudiantes par une astérisque (*).*

Horaire	Activité / Communication
8 h 45 - 9 h	Accueil et mot de bienvenue
Savoirs situés et transformation des cadres d'analyse en SST <i>Présidence : Valérie Lederer</i>	
9 h - 9 h 30	Posture de travail et grossesse: Ce que la science ne voit pas, les caissières vivent Karen Messing (SAGE, UQAM), Anne Renée Gravel (SAGE, TÉLUQ), Béatrice Monfette (CIAFT) et Aline De Azambuja Viana* (UQAM)

Horaire	Activité / Communication
9 h 30 - 10 h	Pour en finir avec la séparation « public-privé » : synthèse des connaissances sur les effets de la charge mentale sur la santé des femmes au travail Mélanie Lefrançois (SAGE, UQAM), Isabelle Courcy (UQAM), Johanne Saint-Charles (SAGE, UQAM), Jena Webb (UQAM) et les membres du Collectif Genre, santé et environnement
10 h - 10 h 30	Penser la qualité des soins à partir d'un cadre pluraliste: un outil pour diminuer les risques psychosociaux et améliorer les soins au sein des réseaux de services à domicile Marie-Hélène Verville* (UQO)
10 h 30 - 10 h 45	PAUSE SANTÉ
Coconstruction, dialogue social et redistribution du pouvoir de savoir <i>Présidence : Jessica Riel</i>	
10 h 45 - 11 h 15	Proche aidance, travail de santé et justice épistémique Vanessa Rémy (SAGE, UQAM), Marie-Emmanuelle Laquerre (UQAM), Francis Charrier (CRISPESH), Françoise Rollin (AQPA), Marie-Christine Hallé (AQPA) et Jacinthe Poisson (SAC-UQAM)
11 h 15 - 11 h 45	Alliances de coconstruction des savoirs pour orienter les actions collectives dans le secteur du care au Québec Corynne Laurence-Ruel* (UdeM), Marie-Hélène Verville* (UQO), Anne-Renée Gravel (SAGE, TÉLUQ) et Stéphanie Bernstein (SAGE, UQAM)
11 h 45 - 12 h 15	La confiance comme précurseur à la distribution des pouvoirs dans une recherche-action féministe menée dans un milieu de travail militant Myriam Bérubé (postdoctorante, UQAM), Jessica Riel (SAGE, UQAM), Valérie Martin (SAGE, UQAM), Rebecca Gewurtz (McMaster University) et une personne chercheuse issue du milieu communautaire partenaire
12 h 15 - 13 h 30	PAUSE REPAS / DÎNER LIBRE
Normes de reconnaissance et justice épistémique en SST <i>Présidence : Mélanie Lefrançois</i>	
13 h 30 - 14 h	Dépasser l'égalité formelle à travers une analyse interdisciplinaire (juridique, biologique et ergonomique) du droit de refus en contexte québécois Jean-Paul Dautel (SAGE, UQO), Karen Messing (SAGE, UQAM), Jessica Riel (SAGE, UQAM) et Alexis Chambel (UQAM)
14 h - 14 h 30	Culture de la performance académique, rapports de genre et justice épistémique : une lecture féministe critique Jessica Riel (SAGE, UQAM)
14 h 30 - 15 h	Voix disqualifiées, corps affectés: injustices épistémiques et risques psychosociaux liés aux évaluations de la prestation d'enseignement en milieu universitaire Valérie Lederer (SAGE, UQO), Magdalena A. Zdebik (UQO), Audrey Rousseau (UQO), Stéphanie Fecteau (UQO), Marie-Josée Bourget (UQO) et Catherine Béland (UQO)
15 h - 15 h 15	PAUSE SANTÉ
(Ré)imaginer les savoirs féministes en SST (Atelier interactif)	
15 h 15 - 16 h 45	Faire place aux savoirs situés: care, travail et justice épistémique en dialogue Anne Renée Gravel (SAGE, TÉLUQ), Valérie Lederer (SAGE, UQO) et Béatrice Pudelko (TÉLUQ)

RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

Savoirs situés et transformation des cadres d'analyse en SST

Communication 1.1 — Posture de travail et grossesse: Ce que la science ne voit pas, les caissières vivent

Karen Messing, Anne Renée Gravel, Béatrice Monfette, Aline De Azambuja Viana

La protection de la santé des femmes enceintes cumule les enjeux féministes de l'égalité au travail, en emploi, les lacunes scientifiques en regard de la santé des femmes et la conception du travail collectif. Les autrices de cette communication ont été impliquées à différents titres dans les efforts en vue de protéger le droit des Québécoises au « retrait préventif » prévu dans la Loi sur la santé et la sécurité du travail, soit le droit à un réaménagement du travail de façon à protéger la santé des femmes enceintes exposées à un danger pour elles ou pour leur fœtus, ou, en cas d'échec de la protection, à un retrait complet rémunéré presque à plein salaire. Ce droit était exercé par les salariées après consultation de leur médecin, qui devait consulter la santé publique. Lors de la récente modernisation de la loi, ce droit a été soumis à une régulation par des « protocoles » produits par un comité issu de la santé publique. Une analyse du protocole visant à protéger la maternité des caissières de supermarché (PMSD 105A.1) révèle qu'il parvient difficilement à rendre compte des réalités quotidiennes de leur travail, surtout en raison des incompatibilités entre leur expérience de leur posture de travail et sa conceptualisation dans les études scientifiques. Notre communication mettra en lumière les contradictions entre ce dispositif, les savoirs issus de l'expérience des caissières, ceux issus des organisations féministes, les connaissances scientifiques disponibles et la réglementation relative à la posture debout statique.

Communication 1.2 — Pour en finir avec la séparation « public-privé » : synthèse des connaissances sur les effets de la charge mentale sur la santé des femmes au travail

Mélanie Lefrançois, Isabelle Courcy, Johanne Saint-Charles, Jena Webb et les membres du Collectif Genre, santé et environnement

Une revue de portée systématique s'appuyant sur un devis de recherche partenariale a allié savoirs universitaires et pratiques pour décortiquer les effets de la charge mentale sur la santé des femmes. Cette synthèse (n=262, incluant 223 articles et 39 autres sources) expose les facettes de la charge mentale traditionnellement associée aux tâches cognitives, physiques et émotionnelles du « prendre soin » et le plus souvent portée par les femmes. Cette charge ne se limite pas à la sphère domestique et familiale. Elle est aussi présente au travail (prendre soin des patients-es/clients-es, de ses collègues, des étudiants-es) et sur le plan environnemental (écoresponsabilité, militance). Ces nuances importantes éclairent le fardeau que portent en tout temps les femmes qui naviguent entre leurs rôles de travailleuses, mère, conjointe, fille, citoyenne, consommatrice, etc. où s'entrecroisent des préoccupations familiales, professionnelles et environnementales. L'absence de reconnaissance, en contexte de travail, de la complexité de cette charge qui fait fi des frontières public-privé amplifie les impacts sur la santé des femmes.

S'appuyant sur les résultats de cette revue de portée, cette présentation vise à 1) identifier des pistes pour sensibiliser les milieux de travail aux importantes inégalités de santé liées aux charges mentales que portent les femmes; 2) stimuler une réflexion sur des devis de recherche-intervention pour aborder l'imbrication des sphères publiques/privées dans l'analyse des effets de la charge mentale sur la santé au travail et mener à des transformations systémiques.

Communication 1.3 — Penser la qualité des soins à partir d'un cadre pluraliste: un outil pour diminuer les risques psychosociaux et améliorer les soins au sein des réseaux de services à domicile

Marie-Hélène Verville

En gestion des systèmes de santé et services sociaux, la qualité est souvent définie comme le fait d'être conforme à une norme établie (Plante et Bouchard, 1998). Dans le cadre des réformes inspirées par la nouvelle gestion publique, ce processus peut faire le jeu d'une gestion cherchant à limiter l'accès aux services et menant à de la maltraitance organisationnelle (Viscogliosi et al., 2025). Au Québec, les outils juridiques conçus pour la protection des personnes usagères du réseau ne permettent pas de prévenir cette forme de maltraitance (Auclair, 2025).

Dans les études s'intéressant à la souffrance au travail et aux risques psychosociaux, la qualité réfère plutôt aux normes individuelles et collectives permettant un « travail bien fait » (Gollac et al., 2011). Elles constatent que la standardisation s'accompagne d'une intensification importante du travail et d'une responsabilisation du salarié de proximité; les dispositifs pour lutter contre les maltraitements deviennent alors un outil pour blâmer les préposées dans les résidences de soins (Clot, 2010; Molinier, 2009).

Dans les services d'aide à domicile au Québec, les travailleuses sont la courroie relationnelle et informationnelle entre le domicile et l'équipe multidisciplinaire du CLSC; ce rôle est mis à mal par la fragmentation du travail inhérent à l'externalisation et à la mise en réseaux de ces services (Verville, 2024). Cette communication a pour objectif de poser les bases théoriques

d'une conception pluraliste (Fox, 1973) de la « qualité des soins à domicile », entendue comme « travail bien fait » et mobilisant l'éthique du care (Hamrouni, 2015).

Coconstruction, dialogue social et redistribution du pouvoir de savoir

Communication 2.1 — Proche aide, travail de santé et justice épistémique

Bianca Tessier, Vanessa Rémy, Marie-Emmanuelle Laquerre, Francis Charrier, Françoise Rollin, Marie-Christine Hallé, Jacinthe Poisson

Les proches aidant-es (PPA) développent, au fil d'épreuves invisibilisées, un travail de santé fait d'arbitrages, de régulations et de stratégies pour tenir dans la durée : organiser, ajuster, prévenir les crises, trouver des relais, poser des limites dont découlent des savoirs concrets sources de prévention et de protection. Pourtant, ces savoirs restent souvent disqualifiés dans les cadres dominants de la SST, qui peinent à considérer le care comme un travail et comme une source légitime de connaissances. Dans notre recherche, les femmes proches aidantes sont majoritaires, ce qui invite à lire ces disqualifications à l'aune d'une division genrée du travail de care et d'attentes sociales qui naturalisent les compétences relationnelles et organisationnelles des femmes, contribuant à l'invisibilisation de ce travail et des savoirs qui en découlent.

Cette communication s'appuie sur une recherche partenariale visant à documenter des trajectoires de proche aide en contexte d'aphasie, à coproduire des savoirs entre pairs et à co-construire des modalités d'accompagnement pour leur reconnaissance. À partir d'entrevues biographiques, complétés de focus groups, nous présentons des résultats portant sur les facteurs d'usure (sur-sollicitation, charge mentale, conflits de rôles, isolement), facteurs de protection (relais, reconnaissance, marges de manœuvre, accès aux ressources) et conditions de soutenabilité (rythmes, limites négociées, continuité des soutiens, prévention de l'épuisement). En mobilisant la justice épistémique, nous discutons des conditions permettant de reconnaître les savoirs expérientiels en jeu (espaces de récit, médiations) et leurs effets potentiels sur le pouvoir d'agir, en portant une attention aux effets de genre dans la production, la circulation et la légitimation des connaissances.

Communication 2.2 — Nouvelles alliances de coconstruction des savoirs pour orienter les actions collectives dans le secteur du care au Québec

Corynne Laurence-Ruel*, Marie-Hélène Verville*, Anne Renée Gravel, Stéphanie Bernstein

Au Québec, comme en France, les réformes successives du système de santé inspirées par la nouvelle gestion publique se sont traduites par une privatisation des soins à la personne et une précarisation de l'emploi dans le secteur (Plourde, 2024). La majorité des travailleuses sont considérées à faible revenu. Ces conditions d'emploi sont le fait de politiques publiques perpétuant la dévalorisation historique des métiers de care et participant à sa pénibilité; elles mettent en concurrence les travailleuses dont la capacité de mobilisation est affaiblie (Devetter et al., 2023). Le régime général québécois des rapports collectifs est décentralisé et n'est pas adapté à ce secteur (Boivin, 2017).

Des coalitions regroupant travailleuses et personnes usagères des services d'aide à domicile se distinguent par des actions collectives visant l'État, établissant un lien nécessaire entre qualité du travail et qualité des services (Rhee et Zabin, 2009). Des opportunités et des obstacles surgissent en cours de route, ces groupes partageant d'importants intérêts en commun, mais aussi certaines tensions (Cranford et al., 2018).

Notre présentation porte sur une coalition québécoise coordonnée par les autrices depuis 2023 et regroupant des organismes communautaires de personnes usagères, de proches aidantes et de travailleuses non syndiquées, et des syndicats présents dans le secteur privé. Cela exige une posture de recherche engagée, ces savoirs nourrissant la coalition, à leur tour alimentés par les savoirs expérientiels des groupes. Cette communication propose de retracer la genèse de cette alliance et son évolution quant à la coconstruction des savoirs et l'élaboration d'actions collectives.

Communication 2.3 — La confiance comme précurseur à la distribution des pouvoirs dans une recherche-action féministe menée dans un milieu de travail militant

Myriam Bérubé, Jessica Riel, Valérie Martin, Rebecca Gewurtz et une personne chercheuse issue du milieu communautaire partenaire

Dans des contextes où les populations ont été historiquement exposées à des formes d'extraction des savoirs et d'instrumentalisation de leurs vécus, le lien de confiance avec le milieu académique se trouve souvent fragilisé. C'est pourquoi la confiance doit être construite par des gestes intentionnels et assumés dès les premiers contacts avec les partenaires.

Cette communication s'appuie sur une analyse réflexive de la démarche réalisée dans le cadre d'une recherche-action féministe menée avec un milieu de travail à forte mission militante. Elle mettra en lumière la place qu'a occupée la confiance à différentes étapes du projet, notamment lors de la construction du partenariat, de la sécurisation du financement et de l'entrée effective sur le terrain. Nous exposerons comment la confiance a agi à la fois comme précurseur de ces étapes, comme modulateur face aux obstacles rencontrés et comme moteur d'une recherche orientée vers les besoins du milieu.

Enfin, nous explorerons comment le développement d'un lien de confiance constitue une condition préalable à la distribution des pouvoirs dans des approches de recherche-action. Notre démarche montre que cette distribution du pouvoir implique des échanges honnêtes et critiques sur les contraintes imposées par le milieu académique, notamment en matière de financement et de temporalités. Ces échanges, rendus possibles par la confiance bidirectionnelle activement construite, ont aussi contribué à renforcer celle-ci dans notre recherche. Ainsi, cette communication alimentera les réflexions sur la justice épistémique en santé au travail en y positionnant la confiance comme déterminant central.

Normes de reconnaissance et justice épistémique en SST

Communication 3.1 — Dépasser l'égalité formelle à travers une analyse interdisciplinaire (juridique, biologique et ergonomique) du droit de refus en contexte québécois

Jean-Paul Dautel, Karen Messing, Jessica Riel, Alexis Chambel

Cette communication propose un regard interdisciplinaire (juridique, biologique et ergonomique) pour repenser le droit de refus prévu dans le régime québécois de SST. Sur le plan juridique, elle invite à redéfinir les notions de danger et de risque à partir des savoirs globaux en SST, en tenant compte des déterminants humains de l'activité, incluant les différences entre les femmes et les hommes.

L'apport de la biologie met en évidence les différences physiologiques et génétiques entre les sexes (taille, composition musculaire, force, métabolisme), dont les implications en SST demeurent encore insuffisamment prises en compte. L'ergonomie montre, quant à elle, comment les incompatibilités entre une tâche et les capacités d'une travailleuse peuvent être résolues par des ajustements physiques ou organisationnels, ou encore par une répartition différente des tâches au sein du collectif.

L'analyse plaide ainsi pour une interprétation plus inclusive et préventive du droit de refus. Cela suppose: (1) la formation de l'ensemble des parties prenantes à ces savoirs en SST (2) une co-construction de la preuve, grâce au renforcement des pouvoirs des travailleurs (demander une analyse ergonomique, solliciter une ordonnance facilitant l'établissement du danger), des représentants en SST et des inspecteurs de la CNESST. Cette présentation s'inscrit dans une volonté de dépasser l'égalité formelle pour tendre vers une égalité réelle entre les femmes et les hommes au travail.

Communication 3.2 — Culture de la performance académique, rapports de genre et justice épistémique: une lecture féministe critique

Jessica Riel

Façonnée par des logiques capitalistes et patriarcales transversales aux sociétés occidentales, la culture de la performance académique structure le fonctionnement universitaire. Historiquement associée à des mécanismes de hiérarchisation et de distinction, elle s'est intensifiée au fil du temps par la valorisation de la productivité, de la rapidité et de la quantification des contributions scientifiques. Cela entraîne des conditions de reconnaissance du travail académique privilégiant des formes de savoirs standardisées et mesurables, au détriment d'autres contributions.

Les analyses féministes et intersectionnelles montrent que cette organisation du travail repose sur des rapports sociaux imbriqués qui produisent des effets différenciés. Les femmes sont plus fortement impliquées dans des formes de service à la collectivité universitaire et scientifique associées au care, dont la faible reconnaissance institutionnelle contribue à une surcharge de travail normalisée. Bien qu'essentiels à la vie académique, ces contributions demeurent invisibilisées notamment lors de l'évaluation ou pour accéder à la promotion, ce qui contribue à des formes d'injustice épistémique qui minorent des savoirs situés et des pratiques collectives fondamentales.

S'inscrivant dans une perspective féministe critique, cette communication propose d'ouvrir une réflexion pour repenser les attentes de production et de reconnaissance des savoirs à l'université. Elle abordera les conditions sociales, organisationnelles et épistémiques pouvant permettre de rompre avec les logiques d'intensification et de compétition et ainsi promouvoir des environnements de recherche et d'enseignement plus justes, soutenables et inclusifs.

Communication 3.3 — Voix disqualifiées, corps affectés: injustices épistémiques et risques psychosociaux liés aux évaluations de la prestation d'enseignement en milieu universitaire

Valérie Lederer, Magdalena A. Zdebik, Audrey Rousseau, Stéphanie Fecteau, Marie-Josée Bourget, Catherine Béland

Les évaluations étudiantes de la prestation de l'enseignement (SET) constituent un dispositif institutionnel central dans l'appréciation du travail professoral. Présentées comme des outils d'amélioration pédagogique, de nombreuses recherches démontrent pourtant leur faible validité comme mesure de la qualité de l'enseignement (Boring & Ottoboni, 2016; Hornstein, 2017) et leur rôle dans la reproduction d'inégalités structurelles, notamment de genre et de race (Mengel et al., 2019; Kreitzer & Sweet-Cushman, 2021). Presqu'aucune ne s'est intéressée aux effets des SET sur la santé du corps enseignant.

L'objectif de la présentation est d'analyser les SET à la fois comme des facteurs de risques psychosociaux et comme instruments structurant l'autorité épistémique au sein de l'institution, susceptibles d'accorder ou retirer de la crédibilité selon les caractéristiques sociales des personnes enseignantes.

À partir d'un projet de recherche féministe en cours à l'UQO, combinant recension des écrits et enquête par sondage auprès du corps enseignant, nous analysons les effets affectifs et relationnels associés aux SET : anxiété, hypervigilance, autocensure pédagogique, ainsi que les tensions que cela peut générer dans les relations de travail et les trajectoires de carrière.

L'approche adoptée situe les SET comme technologies de gestion du travail académique qui articulent rationalité administrative et travail émotionnel, et dont les effets s'incarnent dans les corps professoraux. Elle permet également de mettre en lumière certains mécanismes d'injustice épistémique à l'œuvre, en montrant comment l'expertise de certain-e-s groupes est davantage dévalorisée ou rendue illisible dans les processus institutionnels.

(Ré)imaginer les savoirs féministes en SST (Atelier interactif)

Atelier 4.1 — Faire place aux savoirs situés: care, travail et justice épistémique en dialogue

Anne Renée Gravel, Valérie Lederer, Béatrice Pudelko

Cet atelier vise à créer un espace de dialogue structuré entre chercheuses afin de croiser les réflexions sur la justice épistémique en santé et sécurité du travail (SST) et le continuum du travail de care dans la vie des femmes. En mobilisant une méthode d'animation collaborative, centrée sur la participation active, l'écoute mutuelle et la recherche d'une compréhension partagée, l'atelier permettra d'examiner de manière critique comment les savoirs situés issus du vécu de la maternité, de la conciliation travail-famille et de la proche aide intergénérationnelle, complètent ou déstabilisent les savoirs traditionnellement mobilisés en santé et sécurité du travail.

Il s'agira de reconnaître comment ce continuum est indissociable des réalités de la santé reproductive, dont les dimensions corporelles, sociales et institutionnelles façonnent durablement les trajectoires et expériences de vie des femmes. Cette perspective permettra de dégager un terrain commun de réflexion sur les dynamiques d'invisibilisation, d'exclusion ou de marginalisation épistémique persistantes dans les pratiques de recherche, les environnements de travail, et les normes réglementaires.

L'atelier comprendra une activité « brise-glace réflexif », visant à faire émerger les ancrages personnels et professionnels des participantes, suivi d'un travail en sous-groupes autour d'une cartographie collective des zones de convergence et de tension entre le continuum du care et les enjeux de SST. L'objectif est de dégager, à partir de la cartographie collective, des pistes d'action pour mieux reconnaître, valoriser et intégrer les savoirs situés dans les processus de recherche.

